

C'est la rentrée des classes ! Celle des patrons, des rentiers et des financiers se précipite dans les couloirs du pouvoir politique pour exiger « une baisse significative du coût du travail ». Hollande, sur le chemin de Damas, est pour. Ça veut dire quoi ? Baisser les salaires, les prestations et les garanties sociales pour que les profits soient confortés. Vous allez voir qu'ils vont nous poser cette question : « Acceptez-vous l'amputation de votre bras gauche pour garder votre travail, ou bien préférez-vous garder vos deux bras au chômage » ? Ne soyons pas manchots, battons-nous pour l'augmentation de nos salaires et pensions !

Contre la propagande sur le « Coût du travail » Il faut augmenter les salaires, pas les dévaluer !



Le Dragon de gauche, c'est l'austérité. Celui de droite, c'est... l'austérité. On va y laisser les deux mains ?

Désindexation des pensions des retraités, augmentation de la durée de cotisations donc baisse de la valeur de la pension, cotisations retraite majorées pour les salariés et compensation pour les patrons... Les mesures annoncées contre la retraite solidaire s'inscrivent dans la croisade libérale pour « diminuer le coût du travail ».

Sitôt les décisions unilatérales du gouvernement « dévoilées », le Medef en veut plus : il exige « une baisse significative du coût du travail » dans la foulée des mesures annoncées. Le fils Gattaz démarche Ayrault et Hollande, après avoir invité Moscovici à l'université du Medef. Et ça marche !

« Coût du travail » : de quoi parlent-ils ?

Par coût du travail, patronat et gouvernement parlent des salaires : celui de la feuille de paie et celui des prestations sociales issues des cotisations. Le coût du travail, dans leur vocabulaire, c'est à la fois le niveau des rémunérations des actifs, mais aussi les salaires de remplacement (en cas de maladie, de vieillesse...).

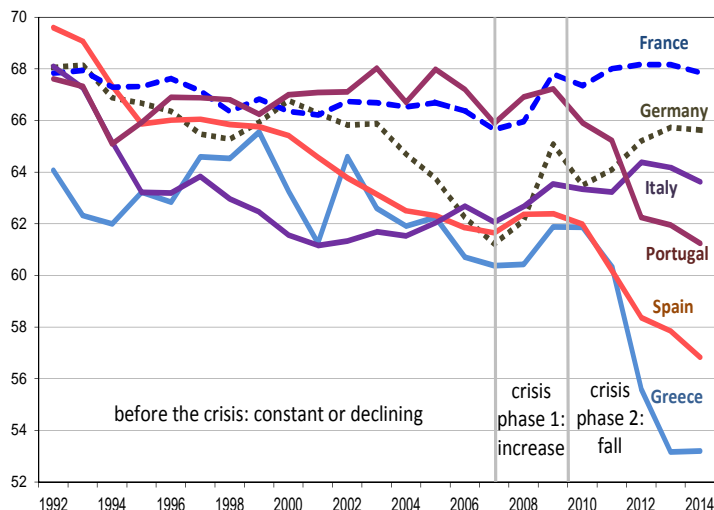
« Coût du travail ? » Une appellation libérale contrôlée

Pour le gouvernement, le patronat et l'Union européenne, c'est bien simple : le « coût du travail » (salaire de la feuille de paie et salaire social – prestations santé, vieillesse, allocations familiales, etc.) a trop augmenté. C'est lui qui est responsable de la chute de la compétitivité.

Donc ? Il faut procéder à une dévaluation tout azimut : moins les salariés seront payés, moins les retraités seront pensionnés, moins les malades seront remboursés, plus la compétitivité sera restaurée. Magique, non ? Pas du tout : c'est un mensonge, à tout le moins une erreur grossière.

L'Etat Hollande au service de la dévaluation du « coût du travail ». Le gouvernement a embayé sur ce dogme, de rapport Gallois en Crédit impôts (Cice) et en attaque contre les retraites, toute sa politique tend vers l'aggravation de la récession. Pourquoi ?

1. Les salaires n'ont pas augmenté dans la zone euro ou en France ces dernières décennies



Part annuelle des salaires dans le PIB

2. Plus la dévaluation des salaires s'amplifie, plus la récession gagne.

L'austérité budgétaire au service de la dévaluation des salaires est un frein puissant : réduction au minimum des dépenses publiques, pression négative sur la sécurité sociale. L'économie tractée par la consommation intérieure ralentit, au point d'entrer en récession, c'est-à-dire en croissance négative.

Plus le chômage monte, plus le salaire baisse, moins de richesses sont produites. Donc l'Etat emprunte davantage pour ses dépenses aux marchés financiers privés. Et plus la dette augmente.

Côté patronal, c'est le cercle vicieux : le chômage permet de diminuer la masse salariale, donc de sauvegarder les profits dans l'immédiat. Mais plus l'activité économique ralentit, moins les profits sont garantis à terme.

3. La dévaluation des salaires est une vis sans fin !

Parlons net, comme le bas de la feuille de paie :

- *Coût du travail* veut dire que le patronat et le gouvernement veulent en finir avec cette vérité : toute peine mérite salaire.
- *Coût du travail* veut dire que le patronat et le gouvernement considèrent la mise en concurrence des salariés à l'échelle européenne et mondiale comme le cadre normal de la rémunération des salariés.
- *Coût du travail* veut dire que nous pourrions toujours travailler le mieux possible, avec le plus de conscience et d'acharnement possible, il y aura toujours un coin sur la planète où les salariés seront moins payés.
- *Coût du travail est une insulte aux travailleurs : ce sont eux et eux seuls qui produisent les richesses. Medef et gouvernement les accusent de coûter trop cher.*

4. Et la compétitivité, ça veut dire quoi, en réalité ?

Le langage du libéralisme et de son économie indécente est de l'idéologie à l'état pur. *Compétitivité, ça veut dire quoi, à part se disposer pour assumer le choc de la concurrence mondialisée ?*

Compétitivité, maître mot du rapport Gallois, la bible de Hollande, est un commandement auquel nous devrions soumettre nos salaires, notre protection sociale, parce que rien n'est plus urgent que Bolloré, Accor ou Bouygues ne perdent pas de marchés. Leur cynisme est total.

5. Un syndicalisme portatif adapté au coût du travail et la compétitivité ? Non, un syndicalisme de revendications, qui agit au nom des intérêts des adhérents et des salariés.

Contre le coup du *coût du travail*, nous exigeons une augmentation générale des salaires.

La masse formidable des flux financiers bifurquant par les paradis fiscaux assurera leur financement.

Nous considérons que le coût du non travail, c'est-à-dire les dégâts monstrueux du chômage, est exorbitant, insupportable.

S'opposer au bourrage de crâne sur le *coût du travail*, c'est aller chercher, tous ensemble, une augmentation générale des salaires.

Le 10 septembre allons le clamer dans la rue :

**Il faut augmenter les salaires,
pas les dévaluer**